



**Comité européen de liaison
sur les Services d'intérêt général**
**European Liaison Committee
on Services of General Interest**
**Europäisches Verbindungskomitee
"Dienstleistungen von allgemeinem Interesse"**

Créé à l'occasion du *Premier Forum européen des acteurs sociaux sur les Services d'intérêt général* [1], qui a réuni près de 200 participants à Bruxelles les 25 et 26 novembre 1994, le **Comité européen de liaison sur les services d'intérêt général** (CELSIG) a pour but de promouvoir, dans le cadre de la construction européenne, une conception rénovée des services d'intérêt général, répondant aux mutations technologiques, économiques, sociales et culturelles des sociétés européennes. Il est ouvert à l'ensemble des acteurs économiques et sociaux de l'Union européenne : institutions, opérateurs, régulateurs, économie sociale, organisations syndicales, organisations de consommateurs, de défense de l'environnement, de lutte contre l'exclusion, chercheurs, universitaires, etc.

Le CELSIG vise à multiplier les échanges de connaissances et d'expérience à l'échelle européenne avec l'ensemble des acteurs concernés. Il fonctionne en réseau, avec des règles souples, chaque membre intervenant librement, sans engager les organisations ou institutions auxquelles il appartient, l'association Réseaux Services Publics en assure le secrétariat.

Le CELSIG a développé une présence forte auprès des diverses institutions européennes et a ainsi joué un rôle non négligeable dans l'adoption de l'article 16 du traité d'Amsterdam, dans la rédaction des deux communications de la Commission sur "Les services d'intérêt général en Europe" (1996 et 2000) et dans l'introduction de l'article 36 dans la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Au fil des années, grâce à un intense travail de présence, le CELSIG est devenu l'interlocuteur des diverses institutions européennes sur les questions relatives aux services d'intérêt général et plus largement à l'intérêt général.

Chacun de ces résultats a été obtenu à la suite d'initiatives organisées au niveau européen, comme par exemple :

- en février 1996, à l'occasion de l'ouverture de la première conférence intergouvernementale chargée de modifier le traité de l'Union, le CELSIG a organisé un séminaire européen de travail, à Bruxelles, sur le thème *Services publics, Services d'intérêt général et Conférence intergouvernementale*. Il visait à confronter les différentes propositions de révision du Traité et/ou de Charte européenne ainsi qu'à faire émerger la problématique services publics/droits fondamentaux. Il a contribué à la préparation de la communication de la Commission européenne, de septembre 1996, sur "Les services d'intérêt général en Europe"

- en octobre 1996, à Bruxelles, le *Deuxième Forum européen des acteurs sociaux* a développé la mobilisation pour faire inscrire dans le traité d'Amsterdam un nouvel article sur les services d'intérêt général (article 16).

- en décembre 1997, le séminaire européen "Le logement, domaine d'intérêt général européen ?" a permis d'engager une réflexion sur la place et le rôle du logement dans la garantie d'exercice des droits fondamentaux et comme domaine d'intérêt général européen. .../..

[1] organisé à l'initiative de l'association française "Réseaux Services Publics"

The **European Liaison Committee on Services of General Interest** (CELSIG) was established at the *First European Forum on Services of General Interest* [2] attended by nearly 200 participants in Brussels, on 25 and 26 November 1994. Its aims are to promote a new understanding of services of general interest within the context of European integration which addresses the technological, economic, social and cultural changes in societies throughout Europe. It is open to all who are engaged in economic and social activity in the European Union : institutions, operators, regulators, social economy organizations, trade union organizations, consumer organizations, environmental groups, anti-exclusion groups, researchers, academics, and so on.

The CELSIG aims at increasing the exchange of knowledge and experiences at European level with all the players concerned. It networks on the basis of flexible rules, members intervene as they wish, without committing or binding the organizations or institutions to which they belong. Secretariat is done by the association "Réseaux Services Publics".

The CELSIG developed a continuous activity towards the European institutions and played an important role in the adoption of the article 16 of the Treaty of Amsterdam, in the preparation of the communications from the Commission on "Services of general interest in Europe" (1996 and 2000), as well as in the introduction of article 36 in the European Charter of Fundamental Rights. As years go by, and as a result of its very regular contacts with the various European institutions, the CELSIG is particularly consulted by these institutions on questions concerning services of general interest and, more widely, concerning general interest.

Each success resulted from initiatives organised at the European level, as for example :

- in February 1996, for the opening of the Intergovernmental Conference in charge of making propositions to modify the European Treaty, the CELSIG set up a working seminar in Brussels on the theme *Public services, services of general interest and Intergovernmental Conference*. It intended to bring together the various propositions concerning the revision of the Treaty and/or a European Charter and to put forward the problematic public services/fundamental rights. The seminar helped to prepare the communication from the European Commission of September 1996 on "Services of general interest in Europe"

- in October 1996, in Brussels, the *Second Forum on services of general interest* brought together the various initiatives to get a new article on services of general interest in the Treaty of Amsterdam (article 16).

- in December 1997, the European seminar "Housing, a field of general interest ?" launched a reflection on the place and role of housing to guarantee the exercise of fundamental rights and as a field of European general interest. .../..

[2] organised on the initiative of the French association "Réseaux Services Publics"

- en mars 1999, avant les élections européennes, le séminaire européen sur le thème *Cohésion sociale, cohésion territoriale. Forger des services européens d'intérêt général*, visait à faire émerger la problématique de services publics européens. Il s'est conclu par l'adoption d'une "Adresse aux candidats aux élections européennes" sur la question des services d'intérêt général. L'Adresse a été traduite dans les différentes langues de l'Union et envoyée aux candidats des divers Etats membres.

- en mars 2000, à l'occasion de l'ouverture de la deuxième Conférence intergouvernementale et du lancement de la Convention chargée de préparer un projet de charte des droits fondamentaux, le CELSIG a organisé, au Parlement européen à Bruxelles, un séminaire européen destiné à confronter et faire converger les propositions des acteurs et réseaux européens pour franchir une nouvelle étape dans la reconnaissance et la construction des services d'intérêt général dans l'Union européenne. Le séminaire s'est conclu par des propositions concernant : la modification de l'article 16 du traité pour le compléter, l'inscription d'un article garantissant le droit d'accès aux services d'intérêt général dans la charte des droits fondamentaux (article 36), l'élaboration d'une charte des services d'intérêt général, l'élaboration d'une directive cadre sur les services d'intérêt général.

- en novembre 2001, le CELSIG a organisé, à Bruxelles, au Comité économique et social européen, le *Troisième Forum sur les services d'intérêt général*. Il a débouché sur une "Lettre au Conseil européen de Laeken" (décembre 2001).

Dans le cadre des travaux de la Convention chargée de préparer le projet de traité constitutionnel de l'Europe, le CELSIG a déposé deux premières contributions en juin 2002. En décembre 2002, il a co-organisé, avec le CEEP, EPSU et la plate-forme européenne des ONG sociales, une conférence sur *Les services d'intérêt général et la Convention* qui s'est close sur un *Appel aux conventionnels*, il co-organise, avec le CEEP et EPSU, le 31 janvier 2003 au Parlement européen, une journée *Services d'intérêt général et Convention : la société civile interroge les Conventionnels*.

La réponse du CELSIG au Livre vert sur les Services d'intérêt général (septembre 2003) peut être consultée sur le site web de la Commission européenne ou sur celui du CELSIG.

De 1997 à 2010, le CELSIG a publié une lettre bimensuelle d'information bilingue (français-anglais), consacrée aux services d'intérêt général en Europe envoyée par email **Nouvelles-News-Europe**.

- in March 1999, before the European parliamentary elections, the European seminar on the theme *Social cohesion and interregional solidarity. Towards European services of general interest* intended to put forward the problematic of European public services. Conclusions from this seminar resulted in the adoption of an "Address to candidates to the European elections", translated in the various languages of the Union and mailed to candidates in the every Member States.

- in March 2000, on the occasion of the opening of the second Intergovernmental Conference and of the launching of the Convention that had to prepare propositions for a European charter of Fundamental Rights, the CELSIG organised, in the European Parliament in Brussels, a European seminar that intended to bring together propositions from various European actors and networks, in order to move on a further step towards the recognition and structuring of services of general interest in the European Union. The seminar resulted in propositions regarding : the modification of article 16 of the Treaty to complete it, the introduction in the Charter of Fundamental Rights of an article guaranteeing the right of access to services of general interest (article 36), the working out of a Charter on services of general interest, the preparation of a frame directive on services of general interest.

- in November 2001, the CELSIG organised, in Brussels, at the European Economical and Social Committee the *Third Forum on services of general interest*. It lead to a "Letter to the European Council of Laeken" (2001, December).

As a contribution to the work of the Convention in charge of preparing the constitutional treaty of Europe, the CELSIG sent two contributions in June 2002. In December 2002, the CELSIG organised, together with the CEEP, EPSU and the European Social Platform, a conference on *Services of general interest and the Convention* which ended with an *Appeal to the Conventioneers*. In January 2003, the CELSIG organised, at the European Parliament, together with the CEEP and EPSU, an initiative *Services of general interest. The civic society questions the Conventioneers*.

The CELSIG's answer to the Green Paper on Services of General Interest (September 2003) can be consulted on the website of the European Commission or the one of the CELSIG.

From 1997 to 2010, the CELSIG edited, twice a month, a bilingual (French / English) news letter dedicated to services of general interest in Europe sent by email, **Nouvelles-News-Europe**